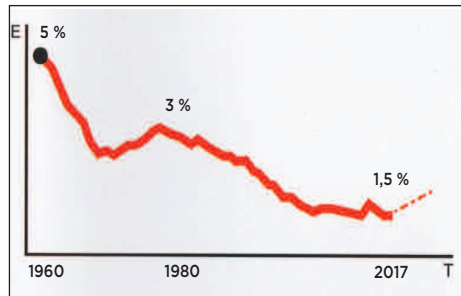


Un signal politique

La loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 s'apprête à être votée par le Parlement ; elle promet une augmentation annuelle de 1,7 Md€ du budget de la Défense jusqu'à la fin du quinquennat et un effort plus important à partir de 2023. S'agissant du budget 2018, le général Jean-Pierre Guiochon montre la réalité de son contenu au-delà du signal politique qu'il veut constituer.



Évolution du budget des Armées par rapport au PIB : quand la France désarme sa défense

L'année 2017 n'a pas échappé « au coup de tonnerre susceptible d'obscurcir l'embellie annoncée ». L'annulation des 850 M€ de crédits d'équipement destinée à financer le surcoût des opérations intérieures et extérieures a provoqué, non seulement la démission d'un CEMA, mais a apporté ses conséquences habituelles en matière de décalage « maîtrisé » de quelques programmes, tout en augmentant le report de charges pour les années suivantes, report à hauteur de 2,9 Mds€.

Ce report aurait pu encore fortement s'alourdir si les 700 M€ gelés n'avaient pas été débloqués dans les tout derniers jours de décembre.

Les paramètres de départ pour le budget 2018 ne sont donc pas optimaux. L'augmentation de 1,8 Mds € constitue surtout un signal politique, dans la mesure où les contraintes liées au maintien du déficit de l'État à un niveau inférieur à 3 % du PIB, demeurent très fortes sur la construction des budgets des ministères régaliens.

La réalité de cette augmentation est minime, en raison du financement des mesures prises

en conseils de Défense de mai 2015 et avril 2016, de la budgétisation de la provision pour les OPEX portée à 650 M€¹, et enfin de l'incidence des mesures de régulation prises en 2017. Elle ne permettra donc pas de financer les augmentations inscrites pour certains postes dans le budget 2018 sans recourir une fois de plus au décalage de quelques opérations déjà prévues.

« La bosse de financement est toujours bien présente et sa hauteur toujours significative »

Les armées sont soumises depuis de longues années à cette usante course de rattrapage de crédits annoncés, mais jamais totalement réalisés dans les échéances fixées. La « bosse de financement » est toujours bien présente et sa hauteur toujours significative. Il est probable qu'une seule loi de programmation ne permettra pas de la réduire sensiblement.

^{1/} Contre 450 M€ jusqu'ici.

LIBRES PROPOS

Le budget 2018 se caractérise par un montant de crédits de paiement (CP) de 34,2 Mds€, dont 200 M€ provenant de ressources exceptionnelles, et par un niveau équivalent d'autorisations d'engagement (AE).

Le programme 146 (équipement conventionnel des forces) est doté de 10,3 Mds€ en CP, pour des besoins estimés à 10,7 Mds€ (hors report de charges) ; cela assure notamment la livraison d'un satellite optique *Musis*, d'un avion de surveillance *ALSR*, de 2 *Airbus 400M*, de 8 hélicoptères *NH 90*, de 5 hélicoptères *Tigre*, de 3 *Rafale* armée de l'Air, d'un rétrofit *Rafale* Marine, et des 3 premiers *VBMR²* pour l'armée de Terre.

Les AE, d'un montant de 11,4 Mds€ pour des besoins de 12,7 Mds€, permettront de commander notamment, le successeur du missile *Mica*, le prochain standard du *Rafale*, les 3 derniers ravitailleurs *MRTT* sur les 12 prévus initialement (la cible vient d'être portée à 15), le 5^e sous-marin *Barracuda* sur les 6 prévus,

2/ Véhicule blindé multi-rôle, appelé *Griffon*, et remplaçant le *VAB*.

20 *Griffon*. Le report de charges attendu pour le programme 146 est de 1,8 Mds€.

Le programme dissuasion est en augmentation passant de 3,6 Mds€ à 4,04 Mds€, caracté-

« L'entretien programmé des matériels reste encore inférieur au besoin supplémentaire estimé à 1 Md€ »

térisant la montée en puissance budgétaire nécessitée par le renouvellement des deux composantes nucléaires, dont les coûts à l'horizon 2030 sont estimés à 30 Mds€. Il restera à intégrer ces besoins « sanctuarisés » dans les futures lois de programmation.

L'entretien programmé des matériels (EPM), d'un montant de 3,82 Mds€, en augmentation de 450 M€, reste encore inférieur au besoin supplémentaire estimé à 1 Md€ pour faire remonter à des niveaux acceptables (supérieurs à 50 %) la disponibilité technique opérationnelle (DTO) des matériels très utilisés en opérations ou trop âgés ; il n'est pas acceptable notamment que des matériels aériens (avions de transport et hélicoptères)

Le Rafale biplace est le vecteur essentiel de la composante aérienne de la dissuasion nucléaire armée de son missile air-sol moyenne portée (ASMP-A)



aient une disponibilité variant de 19 % à 40 %, alors que la faiblesse de notre capacité en transport aérien est une lacune amplement soulignée depuis plusieurs années.

L'autre incidence de cet EPM insuffisant est la difficulté à réaliser un entraînement régulier et efficient de nos forces qui ne disposent pas des matériels suffisants en état de marche pour atteindre les objectifs de journées d'activités opérationnelles. Depuis de nombreuses années, les chefs d'état-major d'armée insistent sur l'impérieuse nécessité de retrouver des marges de manœuvre acceptables afin d'éviter la pérennisation de postures d'armées à deux vitesses, reposant sur un système d'entraînement différencié imposé par ces contraintes.

Les crédits de fonctionnement, du même niveau que celui de 2017, soit 3,9 Mds€, sont encore insuffisants pour améliorer sensiblement la vie quotidienne des unités. Il y a là un vrai problème de fond qu'il importe de mettre sur la table afin d'obtenir une amélioration significative à inscrire dans la prochaine loi de programmation. La débrouillardise et le dévouement des personnels ne peuvent constituer les seules réponses à ce qui est souvent et trop légèrement considéré comme une variable d'ajustement, balayée d'un revers de main par des décideurs, qui oublient ou ne connaissent pas objectivement la réalité de la situation.

Dans le **domaine infrastructure**, le montant de 1,5 Md€ soit 330 M€ de plus qu'en 2017, mais comprenant 140 M€ issus de cessions immobilières, toujours aléatoires, permet de poursuivre l'adaptation des installations accueillant les nouveaux systèmes d'armes, la sécurisation des implantations des forces,

mais n'améliore pas les crédits d'entretien toujours inférieurs aux normes retenus pour les administrations de l'État. Là encore, on doit se contenter du minimum.

S'agissant de l'armée de Terre, le budget 2018 reste juste acceptable, sans corriger durablement les faiblesses ou lacunes constatées depuis longtemps.

Les livraisons et les commandes de matériels assurent le renouvellement prévu des systèmes d'armes, tant dans les domaines de la protection (premiers matériels *Griffon* et *Jaguar*³ du programme *Scorpion*, missile moyenne portée (*MMP*)), de la projection (hélicoptères *Tigre* et *NH90*), que de la capacité de combat individuelle (fusil *HK 416*), ou des moyens de commandement (système informatique de combat *Scorpion (SICS)*, poste radio de contact). Ce renouvellement ne comble pas les retards de mise en service et les décalages de cibles décidés antérieurement et pesant sur des capacités opérationnelles majeures.

Le programme *Scorpion* a accusé un retard général de 4 ans, subissant de plus une diminution significative de cibles, celui du missile *MMP* également. La réduction de la cible artillerie impose maintenant le renforcement de 32 canons *Caesar* du parc actuel, dont le potentiel subit une usure inquiétante liée à son emploi à l'entraînement, comme en opérations (Irak). Le remplacement des engins de combat du génie devient aussi une autre priorité.

Par ailleurs, la politique de renouvellement

^{3/} Le *Jaguar* remplacera l'*AMX10 RC* et l'*ERC90 Sagaie*.

LIBRES PROPOS

Cible 1 722

Véhicule 6x6 - classe 20-24 tonnes

Version véhicule transport de troupe (infanterie, génie, cavalerie, logistique...)

véhicule sanitaire

véhicule poste de commandement-

véhicule d'observation d'artillerie

Équipage Jusqu'à 2 membres d'équipage + 8 passagers

Armement mitrailleuse téléopérée de 12,7 mm ou 7,62 mm ou lance grenade automatique 40 mm

Mobilité tout terrain

Protection protection balistique mines et engin explosif Improvisé (IED) (au plus haut niveau des STANAG OTAN)

Équipé véttronique observation (optique + vidéo jour/nuit) chef et tireur-système d'information SICS - radio logicielle CONTACT - autoprotection : détecteurs d'alerte laser, de départ de missile et de départ de tir - brouilleurs radio BARAGE, et infrarouge



Le futur transport de troupes Griffon

des matériels pose la question de son économie au regard des coûts du maintien en condition opérationnelle (MCO) des matériels, soulevée récemment par le CEMAT. Retarder l'entrée d'un nouveau système d'armes, c'est prolonger un matériel ancien

« Le coût d'un Griffon neuf est de 1,5 M€, celui de la rénovation d'un VAB Ultima de 1,4 M€ »

dont le coût d'entretien grandissant inexorablement est inversement proportionnel à son efficacité opérationnelle résiduelle.

À cet égard, l'exemple de la mise en service du Griffon est instructif : le coût d'un Griffon neuf est de 1,5 M€, celui de la rénovation d'un VAB Ultima de 1,4 M€ ; dans ces conditions financières, l'accélération de la chaîne de production du Griffon, pour un surcoût annuel de 20 M€, permettrait de disposer en 2025 de 1 310 engins au lieu des 800 prévus, évitant ainsi la revalorisation de 460 VAB.

Le budget activités et entraînement, d'un niveau de 157 M€ est susceptible de porter le

volume des jours d'activités à 82 jours pour 81 jours en 2017. « Effort » qui reste encore très loin de l'objectif des 100 jours inscrit dans deux lois de programmation antérieures, mais jamais atteint. Le besoin financier supplémentaire acceptable serait de 10M€ par an, effort très modeste à comparer avec le niveau de financement annuel consacré par les 2 autres armées à ce même poste.

L'EPM des matériels terrestres, avec 506 M€, soit 15 % d'augmentation, permet de poursuivre le plan MCO 2025 visant à faire passer le ratio de la maintenance étatique de 90 à 60 % au profit de la maintenance privée passant de 10 à 40 %, de réaliser les « grandes visites » pour le Caesar et le VBCI et de passer des marchés de soutien VAB, VBL. Néanmoins, il manquerait de l'ordre de plus de 100 M€ par an pour prendre en compte notamment le soutien des moyens Scorpion et la remontée rapide des jours d'activités et d'entraînement.

L'EPM des matériels aériens de l'armée de Terre, avec 373 M€, soit 10 % d'augmentation, permet de mieux passer les marchés de sou-



**L'hélicoptère d'attaque Tigre :
une disponibilité opérationnelle inquiétante**

tion du *Tigre* et du *NH90*, dont la disponibilité technique demeure encore insuffisante. Les pilotes pourront effectuer 173 heures de vol (164 en 2017) pour une cible affichée en programmation de 180.

Les petits programmes, (munitions, optique, équipements spécifiques, systèmes d'information et de commandement) qui concourent à l'accompagnement et à la cohérence de l'emploi des systèmes d'armes « majeurs » ont été souvent les laissés-pour-compte des constructions budgétaires. Dotés

« Le budget global prévu pour les armées n'est pas un budget de renouveau, voire de rupture »

de 189 M€, ils parent à l'essentiel, mais le niveau satisfaisant serait au minimum de plus de 200 M€ par an, pour renouveler certaines capacités opérationnelles spécifiques indispensables à l'efficacité de l'ensemble. Enfin, pour ce qui concerne **l'infrastructure**, le montant de 179 M€ permet seulement de réaliser les travaux liés à l'arrivée des matériels *Scorpion* et de poursuivre ceux liés à l'installation d'un régiment au Larzac (13^e

DBLE) et à Mailly (5^e RD).

Au bilan, ce budget 2018 reste en deçà des ambitions affichées : il ne permettra pas à l'armée de Terre d'amorcer d'emblée la remontée en puissance espérée sur le chemin la menant en position de 1^{ère} armée de Terre en Europe...

En conclusion, le budget global de 34,2 Mds€ prévu pour les armées n'est pas un budget

de renouveau, voire de rupture ; il s'inscrit simplement dans la trajectoire financière définie par le quinquennat précédent lors des conseils de Défense de 2015 et 2016. Il peut aussi être considéré comme un budget en trompe-l'œil, dans la mesure où l'augmentation si lourdement soulignée est déjà gagée par les incidences des mesures de régulation de 2017 et les décisions prises au cours des deux années précédentes.

Or le souhait très estimable de disposer d'armées françaises se classant les premières en Europe suppose un effort budgétaire très significatif, volontariste et de longue haleine, car on ne peut rattraper, en quelques années seulement, deux décennies de réduction du format des armées et d'attrition continue de leurs capacités opérationnelles, alors que les missions ont été amplifiées. Nos voisins britanniques et allemands ont bien compris qu'il leur fallait aussi engager cet effort ; ils prévoient donc respectivement 47,3 Mds€ en 2018 pour les premiers, 41,9 Mds€ en 2018 et 43 Mds€ en 2019 pour les seconds !

Jean-Pierre GUIOCHON
Officier général (2S)